



Nord

## Lettre ouverte à M. SARKOZY Président de la République française

**Monsieur le Président,**

Par lettre en date du 22 Août dernier, Monsieur Guillaume LAMBERT, Chef de Cabinet de Monsieur le Président de la République a répondu à tous nos courriers restés, jusque là, sans réponse.

Les réponses apportées à nos interrogations suscitent chez les Elus nordistes que nous sommes une **très vive inquiétude quant à l'évolution des effectifs de l'Education nationale en France.**

Vous le savez, depuis 10 ans, près de 100 000 emplois d'adultes encadrant les élèves dans les établissements scolaires ont été supprimés.

Les mesures mises en œuvre pour cette année scolaire 2011-2012 témoignent d'un abandon de l'école comme grande priorité nationale.

Nous devons, aujourd'hui, retrouver l'école de la République, celle qui instruit les élèves, leur donne des savoirs et compétences, leur transmet des valeurs, contribue à leur insertion citoyenne, sociale et professionnelle.

L'école doit fournir les outils qui permettent à chacun de donner sens à sa vie et de tirer le meilleur de soi-même. Il est urgent d'engager la refondation du système éducatif avec les enseignants, les professionnels de l'éducation, les parents d'élèves, parce que c'est toute la société qui doit se mobiliser pour son école.

En cette rentrée 2011-2012, le constat est dramatique : des classes toujours plus chargées, un encadrement affaibli par la réduction du nombre de postes, la remise en cause de la scolarisation des enfants de deux ans, la suppression de la carte scolaire, des programmes mal pensés et des évaluations étriquées.

La France est le pays dans lequel les écarts entre les résultats des élèves de milieux favorisés et ceux des familles pauvres sont les plus importants ; cette iniquité ne cesse de s'accroître.

Les conséquences de cette politique sont désastreuses

Dans notre Académie, le Conseil Régional a investi massivement dans les lycées professionnels qui offrent des débouchés et ouvrent des filières de réussite à de nombreux jeunes de milieux modestes. Or, en cette rentrée ce sont les lycées professionnels qui payent le prix fort de la politique de casse éducative du gouvernement : 100 professeurs de moins en dépit des 1000 élèves supplémentaires.

Tous les outils d'aide aux élèves en difficulté sont détruits. Les réseaux d'aides aux élèves en difficulté (RASED) réunissant des enseignants spécialisés, des infirmières, des psychologues sont supprimés.

Alors que le Conseil Général du NORD développe une politique massive d'investissements pour les collèges et enclenche la dynamique d'un projet éducatif global départemental, l'Etat n'a de cesse de se désengager de ce que nous considérons comme la priorité des priorités.

**Toutes les suppressions de postes sont insupportables, à l'heure où la France dégringole dans les enquêtes internationales sur la réussite des élèves (PISA) où la proportion des élèves qui ont de très graves difficultés en lecture et en mathématiques augmente ; et où près de 150 000 jeunes par an sortent du système scolaire sans qualification ni diplôme.**

Plus que jamais, nous défendons un service public d'éducation nationale capable d'accompagner personnellement chaque jeune sur le chemin de la réussite.

Nous voulons construire un parcours scolaire cohérent, adapté à chacun, de l'école maternelle à l'enseignement supérieur. La scolarité obligatoire, de 3 à 16 ans, doit amener tous les élèves à la maîtrise d'un socle commun de connaissances et de compétences intégrant l'enseignement technologique et professionnel, mais aussi l'ouverture à la culture et aux sports.

**Aussi nous vous demandons avec insistance et détermination de revenir sur les suppressions de postes dans l'Education nationale et de doter celle-ci des moyens nécessaires pour permettre à ce grand service public de l'éducation d'assurer ses missions.**

Les élus socialistes du Nord